

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 5 SEPTEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/540		
MODIFIE ET ANNULE LA DECISION METROPOLITAINE N°20/373 DU 31 AOUT 2020 - ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DL NUMERO 350 A TOULON - 148 AVENUE EDOUARD HERRIOT - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/540

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2022

**O B J E T : MODIFIE ET ANNULE LA DECISION METROPOLITAINE
N°20/373 DU 31 AOUT 2020 - ACQUISITION DE LA
PARCELLE CADASTREE SECTION DL NUMERO 350 A
TOULON - 148 AVENUE EDOUARD HERRIOT -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil métropolitain n°20/07/1 en date du 15 juillet 2020 portant élection du Président de la Métropole TPM,

VU la délibération du Conseil métropolitain, n°21/12/406 en date du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulon,

VU la décision métropolitaine n°20/373 en date du 31 août 2020 portant acquisition de la parcelle cadastrée section DL n°350 appartenant à Mme BARGHINI Bernadette, sise 148 avenue Edouard Herriot à Toulon,

VU l'attestation immobilière complémentaire après le décès de Madame ADRETTE Bernadette, épouse BARGHINI, reçue par Maître Michèle MONTOLIVO-MARSEILLE notaire à SANARY-SUR-MER en date du 1^{er} juin 2022,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée aménage sur le territoire métropolitain des parkings permettant aux automobilistes de stationner sans gêner la circulation et les espaces riverains,

CONSIDERANT que Madame BARGHINI Bernadette, propriétaire de la parcelle cadastrée section DL n°350, d'une superficie de 66 m², sise 148 avenue Edouard Herriot à Toulon a fait connaître son intention de vendre cette propriété bâtie,

CONSIDERANT que l'acquisition de la parcelle sus-désignée permettra à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de compléter sa maîtrise du foncier dans ce secteur, et de réaliser, après démolition du bâtiment insalubre et dangereux édifié sur cette parcelle, un élargissement de voie et la réalisation d'une piste cyclable,

CONSIDERANT que par courrier en date du 30 juillet 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a proposé d'acquérir la parcelle au prix de quarante mille euros (40 000,00 €),

CONSIDERANT que par courrier en date du 3 août 2020, Madame BARGHINI Bernadette a donné son accord pour vendre à ce prix,

CONSIDERANT qu'il convenait d'acquérir ladite parcelle aux conditions susvisées,

CONSIDERANT le décès de Madame BARGHINI Bernadette survenu le 06 novembre 2021,

CONSIDERANT que Monsieur BARGHINI Edmond, son époux survivant, est devenu propriétaire en acceptant la succession de sa défunte épouse,

CONSIDERANT qu'il convient donc de modifier la décision du bureau métropolitain n°20/373 du 31 août 2020, en prévoyant que l'acquisition de la parcelle cadastrée section DL N°350 sera réalisée auprès de M BARGHINI Edmond,

Et, après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE MODIFIER la décision du bureau métropolitain n°20/373 du 31 août 2020 en prévoyant que l'acquisition de la parcelle cadastrée section DL n°350 sera réalisée auprès de M BARGHINI Edmond et non auprès de Mme BARGHINI Bernadette.

ARTICLE 3

D'ACQUERIR pour un montant de quarante mille euros (40 000,00 €), la parcelle cadastrée DL n° 350, d'une superficie de 66 m², sise à Toulon (83200), 148 avenue Edouard Herriot, et appartenant désormais à Monsieur BARGHINI Edmond.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer d'une part l'acte notarié d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires, et d'autre part à payer la somme de quarante mille euros (40 000,00 €), correspondant au prix d'acquisition du bien ainsi que tous les frais y afférents.

ARTICLE 5

DE DESIGNER l'office notarial de Solliès-Pont, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et acte nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le budget principal 2022 de la Métropole TPM, opération 10996.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

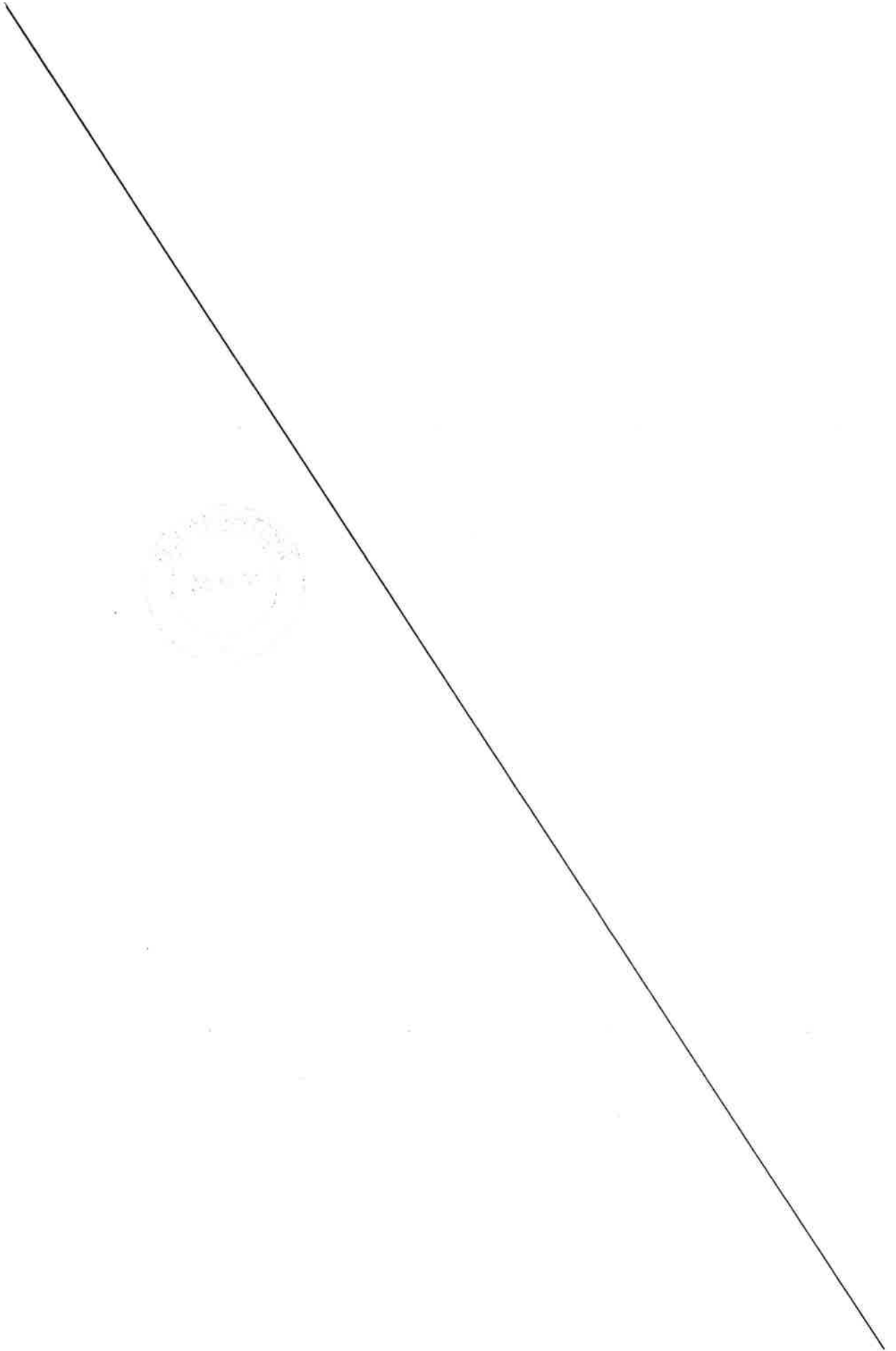
Fait à Toulon, le 5 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





102105605

MMM/MAG/

**L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX,
LE PREMIER JUIN**

**A SANARY-SUR-MER (Var), "Le Constellation" Avenue de Portissol, au
siège de l'Office Notarial de Sanary-Sur-Mer, ci-après nommé,
Maître Michèle MONTOLIVO-MARSEILLE, Notaire Associé de la Société
Civile Professionnelle « Frédéric GRANET, Michèle MONTOLIVO-MARSEILLE,
Carole BODIKIAN et Cyril GRANET", titulaire d'un Office Notarial à SANARY-
SUR-MER (Var), "Le Constellation" Avenue de Portissol,**

**A reçu le présent acte contenant ATTESTATION IMMOBILIERE
COMPLEMENTAIRE APRES DECES à la requête de :**

- Monsieur Edmond BARGHINI, présent à l'acte.

Ci-après nommé, domicilié et qualifié.

TEXTE APPLICABLE

L'article 29 du décret numéro 55-22 du 4 janvier 1955 dispose notamment que toute transmission ou constitution par décès de droits réels immobiliers doit être constatée par une attestation notariée indiquant obligatoirement si les successibles ou légataires ont accepté et précisant, éventuellement, les modalités de cette acceptation.

ATTENDU

I - Le décès et la dévolution successorale ci-après relatés ;

II - La désignation, l'origine et la valeur des biens et droits réels immobiliers pouvant dépendre de la communauté et/ou de la succession ;

III - Que le terme « ayant droit », qu'il soit au singulier ou au pluriel, désigne celui ou ceux à qui est dévolue la succession.

ET VU

Le ou les actes ci-après énoncés.

PERSONNE DECEDEE

Madame Bernadette Raymonde **ADRETTE**, en son vivant retraitée, épouse de Monsieur Edmond Louis Marie **BARGHINI**, demeurant à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) 178 boulevard de Cabry.

Née à JARVILLE-LA-MALGRANGE (54140), le 20 février 1936.

Mariée à la mairie de TOULON (83000) le 10 août 1957 sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Décédée à TOULON (83000) (FRANCE) 54 Rue Henri Sainte Claire Deville, le 6 novembre 2021.

Donation entre époux

Aux termes d'un acte reçu par Maître TEUMA, notaire à TOULON, le 26 octobre 1965, Madame Bernadette Raymonde **ADRETTE** a fait donation au profit de son conjoint, qui a accepté, savoir :

- En l'absence d'héritier réservataire : de la toute propriété de l'universalité des biens mobiliers et immobiliers qui composeront sa succession, sans exception ni réserve.

DEVOLUTION SUCCESSORALE

La dévolution successorale s'établit comme suit :

La personne décédée laisse pour recueillir la succession, à défaut d'enfants ou de descendants et de père et mère :

Conjoint survivant

Monsieur Edmond Louis Marie **BARGHINI**, retraité, demeurant à SIX FOURS LES PLAGES (83140) 178 boulevard de Cabry.

Né à TOULON (83000) le 10 avril 1933.

Veuf de Madame Bernadette Raymonde **ADRETTE**.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Commun en biens ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

Bénéficiaire de la toute propriété de l'intégralité de la succession aux termes de l'article 757-2 du Code civil.

Donataire en vertu de l'acte sus-énoncé.

QUALITES HEREDITAIRES

Monsieur Edmond **BARGHINI** a la qualité d'époux commun en biens, bénéficiaire de la toute propriété de l'intégralité de la succession et donataire de Madame Bernadette Raymonde **BARGHINI**, son épouse susnommée.

VISA DES ACTES

L'acte de notoriété a été reçu par le notaire soussigné le 10 janvier 2022.

ACCEPTATION DE LA SUCCESSION

L'ayant droit accepte dès à présent la succession, ayant été préalablement averti par le notaire soussigné des conséquences de cette acceptation, ce qu'il reconnaît.

DECLARATION D'OPTION

En exécution de l'article 1094-1 du Code civil, et conformément aux stipulations de la disposition à cause de mort énoncée ci-dessus, Monsieur Edmond

BARGHINI opte, pour l'exécution de ladite disposition à cause de mort, pour la **TOUTE PROPRIETE de L'UNIVERSALITE** des biens et droits mobiliers et immobiliers composant la succession de Madame Bernadette Raymonde BARGHINI au jour de son décès, sans exception ni réserve.

LIBERALITE ET DROITS LEGAUX

Le conjoint survivant déclare ne vouloir se prévaloir que de la libéralité, à l'exclusion de ses droits légaux.

Il est ici précisé que la succession de Madame BARGHINI a été réglée par le Notaire soussigné et que l'attestation immobilière a été signée le 2 Mars 2022. Elle est en cours de publication au service de la PUBLICITE FONCIERE DE TOULON 2.

Monsieur BARGHINI ayant omis de déclarer un bien propre à la défunte, il est établi la présente attestation immobilière complémentaire.

IMMEUBLE PROPRE

La succession de Madame Bernadette Raymonde BARGHINI se compose de :

Article un

DESIGNATION

A TOULON (VAR) 83200, 78 Boulevard Edouard Herriot,
Un immeuble consistant en une parcelle de terre sur partie de laquelle existe une maison à usage d'habitation, en très mauvais état, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
DL	350	148 RUE EDOUARD HERRIOT	00 ha 00 a 66 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

EVALUATION

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, ce bien est évalué à :

QUARANTE MILLE EUROS, ci	40 000.00 EUR
La valeur transmise est de :	
QUARANTE MILLE EUROS, ci	40 000.00 EUR

EFFET RELATIF

Attestation de propriété suivant acte reçu par Maître Alban BINDELLI notaire à SOLLIES-PONT (Var) le 10 novembre 2010, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 21 décembre 2010, volume 2010P, numéro 12630.

Il est précisé que le service de la publicité foncière de TOULON 1 ci-dessus indiqué a fusionné avec celui de TOULON 2 auprès duquel l'acte sera déposé.

SERVITUDES

Il n'a pas été fait mention sur les titres de propriété antérieurs de servitudes pouvant encore exister à ce jour.

ORIGINE DE PROPRIETE DES BIENS PROPRES

Le bien immobilier objet des présentes appartient à Madame Bernadette Raymonde ADRETTE par suite des faits et des actes suivants :

I) Acquisition par Monsieur et Madame ADRETTE

Originellement, le bien immobilier objet des présentes dépendait de la communauté de biens ayant existé entre Monsieur Guy ADRETTE ET Madame Marie GAUTRY, ci-après plus amplement nommés, par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite de :

- Monsieur Alexandre ROMERO, employé de banque, demeurant à TOULON, chemin de Majourane, Cité Notre Dame des Routes, Villa 30, né à ORAN le 7 juillet 1924, époux de Madame Carmen SOTO ;
- Madame Joséphine ROMERO, sans profession, veuve de Monsieur Armand POGGIOLI, demeurant à TOULON, 72 avenue Edouard Herriot, née à ORAN le 31 janvier 1911,
- Madame Aurélie ROMERO, sans profession, veuve de Monsieur Joseph NERNANDEZ, demeurant à TOULON HLM La Poste - porte n° 7, Le Pont du las, née à ORAN le 1er mars 1918,
- Madame Gisèle Louise Françoise ROMERO, sans profession, épouse de Monsieur Francis CRUZ, demeurant à ECHIROLLES VILLAGE II, 7 rue Nicéphore Niepce, née à CASABLANCA le 11 juillet 1932, mariée sans contrat à VALMY (Algérie) le 8 décembre 1959,
- Monsieur Jacques Henri ROMERO, demeurant à VILLENEUVE LA GARENNE (Hauts de Seine) 14 avenue Jean Jaurès, né à CASABLANCA le 2 mars 1934, époux de Madame MARTINOT,
- Monsieur Joseph André ROMERO, demeurant à PARIS 12ème, 25 avenue de Saint Mandé, né à CASABLANCA le 11 août 1936, époux de Madame Annie Germaine Renée BERTRAND,
- Monsieur Michel ROMERO, agent de maîtrise, demeurant à SAINT OUEN (Seine Saint Denis) 12 rue des Boutes en Train, né à CASABLANCA le 24 décembre 1942, célibataire,
 - Madame Armande Marie Antoinette ROMERO, épouse de Monsieur Jean Bernard HOBESSERIAN, demeurant à PARIS 14ème, 10 rue du Cange, née à CASABLANCA le 28 juillet 1944, mariée sans contrat à SAINT OUEN le 17 décembre 1966,

Suivant acte reçu par Maître Régis ODIER alors notaire à TOULON le 13 avril 1973.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de 50.000,00 francs ; laquelle somme a été régulièrement payée.

Une expédition de cet acte a été publiée au 1er bureau des hypothèques de TOULON le 18 mai 1973 volume 1350 n° 9.

II) Décès de Madame Marie-Josèphe ADRETTE née GAUTRY

Madame Marie-Josèphe George Amédée GAUTRY en son vivant secrétaire comptable, épouse de Monsieur Guy ADRETTE, demeurant à TOULON (Var), 78 avenue Edouard Herriot était née à FORT DE FRANCE (Martinique) le 5 mai 1932.

Elle était épouse de Monsieur Guy ADRETTE avec laquelle elle était mariée sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à TOULON le 1er septembre 1965.

Suivant acte reçu par Maître Claude MILLIAND alors notaire à TOULON le 18 juin 1975, enregistré après décès, elle avait fait donation à son époux, pour le cas où il lui survivrait de la toute propriété des biens qui composeraient sa succession.

Elle est décédée à TOULON le 18 février 1985, laissant à sa survivance :

Son époux, Monsieur Guy ADRETTE, demeurant à TOULON, 78 avenue Edouard Herriot, né à RESSON (Meuse) le 25 juillet 1933,

Commun en biens ainsi qu'il est dit est dit ci-dessus,

Donataire de la toute propriété de l'universalité des biens composant la succession, en vertu de la donation entre époux ci-dessus ;

Laquelle donation a pu recevoir son entière exécution compte tenu que la défunte n'a laissé aucun ascendant ni descendant légitime, naturel ou adoptif et par conséquent aucun héritier ayant droit à une réserve légale dans sa succession.

Le tout ainsi que le constate un acte de notoriété dressé par Maître MILLIAND notaire à TOULON les 29 et 30 avril 1985.

La mutation de propriété à la suite de ce décès est constatée en une attestation immobilière dressée par ledit Maître MILLIAND le 4 février, dont une expédition a été publiée au 1er bureau des hypothèques de TOULON le 20 février 1986 volume 86Pn° 1261.

III) Décès de Monsieur Guy ADRETTE

Monsieur Guy ADRETTE, en son vivant retraité, demeurant à TOULON (Var), 78 Boulevard Edouard Herriot,

Né à RESSON (Meuse) le 25 juillet 1933.

Veuf de Madame Marie Joséphe George Amédée GAUTRY décédée à TOULON le 18 février 1985.

N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.

Est décédé à TOULON (Var) le 17 octobre 2009, laissant pour recueillir sa succession Madame Bernadette Raymonde ADRETTE épouse BARGHINI, ci-dessus nommée.

Sa sœur, issue avec lui du mariage de ses parents : Monsieur Alfred ADRETTE et Madame Gabrielle BRUNONI, tous deux décédés.

Etant précisé que de cette union était issu un troisième enfant : Christiane Yvette Julia Denise ADRETTE, décédée sans postérité, à TOULON le 22 décembre 1945.

Ainsi que ces faits et qualités ont été constatés dans un acte de notoriété reçu par Maître Alban BINDELLI, Notaire à SOLLIES-PONT (Var), le 21 juin 2010.

La transmission du bien immobilier a été constatée dans une attestation immobilière reçue par Maître Alban BINDELLI, Notaire à SOLLIES-PONT (Var), le 10 novembre 2010.

Une copie authentique de cet acte a été publié au service de la publicité foncière de TOULON 1, le 21 décembre 2010 volume 2010P numéro 12630.

Il est précisé que le service de la publicité foncière de TOULON 1 ci-dessus indiqué a fusionné avec celui de TOULON 2.

SITUATION HYPOTHECAIRE

BIENS PROPRES

Un état hypothécaire délivré le 11 mai 2022 et certifié à la date du 9 mai 2022 ne révèle aucune inscription ni prénotation.

Cet état hypothécaire est annexé.

SUCCESSION DE MADAME ADRETTE BERNADETTE RAYMONDE

DROITS TRANSMIS

Le notaire soussigné atteste que, par suite du décès, les biens et droits immobiliers dont la désignation précède se sont trouvés transmis aux ayants droit en leur qualité ci-dessus exprimée, de la manière suivante :

Monsieur Edmond BARGHINI recueille la totalité (1/1) en pleine propriété

REQUISITION - PUBLICATION

L' " ayant droit " requiert le notaire soussigné de dresser la présente attestation de propriété pour la faire publier.

La présente attestation de propriété sera publiée :

Au service de la publicité foncière de TOULON 2EME.

En fonction des dispositions à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de quarante euros (40.00 eur).

La taxe fixe sera perçue par ce service de la publicité foncière.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

MODALITES DE DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Le notaire rédacteur des présentes se réserve de n'adresser aux ayants droit une copie authentique de celles-ci qu'en cas de demande expresse de ces derniers, de leur mandataire ou de leur ayant droit.

Les ayants droit donnent leur agrément à cette réserve.

Néanmoins, le notaire leur adressera, immédiatement après la signature des présentes, une copie scannée de l'acte si l'acte a été signé sur support papier, ou une copie de l'acte électronique s'il a été signé sous cette forme.

Cet envoi se fera par courriel à l'adresse des ayants droit qui a été utilisée pour correspondre avec eux durant toute la durée du dossier.

CERTIFICATION ET ATTESTATION

PAR SUITE DES FAITS ET ACTES SUS-ENONCES, le notaire soussigné certifie et atteste que les biens immobiliers faisant l'objet des présentes, appartiennent à :

Monsieur Edmond **BARGHINI**

AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIECES

Les parties autorisent l'office notarial à détruire toutes pièces et documents pouvant avoir été établis en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les

instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Ils peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr

Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète de la personne décédée et ses ayants droit dénommés dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

EN FOI DE QUOI, le notaire soussigné a délivré la présente attestation de propriété destinée à être soumise à la formalité unique au(x) service(s) de la publicité foncière compétent(s).

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

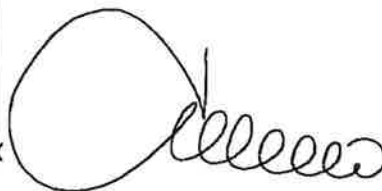
Puis le notaire qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

M. BARGHINI
Edmond a signé
à SANARY-SUR-MER
le 01 juin 2022

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Barghini', written in a cursive style.

et le notaire Me
MONTOLIVO-MARSEILL
E MICHÈLE a signé

à SANARY-SUR-MER
L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX
LE PREMIER JUIN

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Montolivo-Marseill', written in a cursive style.

